

LANCEMENT DE L'USINE RENAULT EN ALGÉRIE

Le «mazal...» de Mohamed Benmeradi

Les négociations avec le constructeur automobile français Renault pour l'implantation d'une usine en Algérie se poursuivent encore. Une assertion de plus en plus récurrente dans le discours gouvernemental, notamment celui du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement qui a, par un «mazal» (pas encore), répondu, souriant, à une interrogation sur la date de cette implantation.

Chérif Bennaceur - Alger - (Le Soir) - Mohamed Benmeradi avait, hier lundi, à l'hôtel Sofitel, à Alger ouvert les travaux d'un atelier sur le développement d'un cluster auto-mécanique, organisé par l'Union professionnelle de l'industrie automobile et mécanique (UPIAM), avec l'appui du Programme de développement économique durable de l'agence de coopération allemande GIZ. Mais un «mazal» qui laisse entendre que les deux parties discutent encore et durement et peinent donc à s'accorder, dans le contexte où l'usine de Renault à Tanger, au Maroc, a été déjà lancée. Cela même si le ministre de l'Industrie s'est refusé à tout commentaire, si ce n'est en évoquant le souci de l'Algérie de développer les partenariats dans l'ensemble des filières industrielles dont la mécanique et l'automobile. Et d'autant que le développement d'une industrie automobile et mécanique reste contraint, au-delà de la question de la volonté et de l'engagement institutionnels notamment, par le renforcement

du tissu entrepreneurial et de la sous-traitance nationale. Certes, le potentiel en ce domaine existe, tant dans le secteur public que privé. En ce sens, le président du directoire de la SGP Equipag, Bachir Dehimi, indique que 13 entreprises publiques de la filière mécanique bénéficient de 21 milliards de dinars sur cinq ans pour leur mise à niveau et modernisation. De même, une trentaine de PME privées ont été répertoriées, notamment l'entreprise Afric Câbles. En ce sens, le président de l'UPIAM, Brahim Bendris, indique que les membres de cette



Mohamed Benmeradi.

association «livrent, bon an mal an, pour 400 000 euros de pièces de rechange à la Société nationale des véhicules industriels (SNVI)».

En outre, les pôles industriels

de Aïn Smara (Constantine), Rouiba et Sidi Bel-Abbès sont porteurs pour le développement du machinisme agricole notamment.

A charge, cependant, d'une bonne

corrélation entre l'offre et la demande, une mise en réseau, optimale et efficiente, des divers intervenants, l'extension des activités de recherche-développement... Mais aussi de la densification de la sous-traitance, comme le prône le ministre de l'Industrie. Une option enfin effective, à la grande satisfaction du président du Conseil national consultatif de la PME, Zaïm Bensaci, qui œuvre depuis des années dans cette perspective. Et c'est dans ce contexte, et au regard de l'amélioration de la compétitivité et de la gouvernance entrepreneuriale que la création d'un cluster ou regroupement des divers intervenants de la filière mécanique et automobile est lancée, sur la base d'une «feuille de route», selon Mohamed Benmeradi, et avec le concours de l'expertise technique de l'agence allemande GIZ.

C. B.

LANCEMENT DU PROGRAMME DE MISE À NIVEAU

«C'est rentré dans l'ordre», note Bensaci

Le programme de mise à niveau des entreprises essentiellement privées est relancé. Selon le président du Conseil national consultatif de la PME, Zaïm Bensaci, s'exprimant hier en marge d'un atelier sur le cluster auto-mécanique, les contraintes qui ont freiné la mise en œuvre de ce programme ont été levées, après le récent «arbitrage» du Premier ministre.

Parmi ces contraintes, des questions de «procédure» soulevées par un «ministère de souveraineté» notamment. «C'est rentré dans l'ordre», note le président du CNC-PME. Escomptant que les choses vont «aller vite», sous la direction de l'Agence nationale de développement de la PME, et sur la base d'un suivi régulier, Zaïm Bensaci reste néanmoins

soucieux d'«une égalité de traitement entre les entreprises privées et publiques». Et dans la mesure où un millier d'entreprises industrielles et de services sont éligibles à l'appui financier de l'Etat pour leur mise à niveau, comme le ministre de l'Industrie et de la PME l'a rappelé en marge de cet atelier.

C. B.

LA CNMA LANCE UN NOUVEAU PRODUIT

Les risques liés aux activités forestières désormais couverts

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) lance, dès ce mois de mars, un nouveau produit qui couvre les risques liés au reboisement et aux activités forestières. De ce fait, la CNMA diversifie sa gamme de produits d'assurance avec comme ambition d'assurer une large couverture du patrimoine forestier.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - : Le nouveau produit qui couvre les régions forestières vise la couverture des risques liés aux aléas climatiques et qui concernent notamment les inondations, la sécheresse, le gel, la grêle et les feux de forêt. Le patrimoine forestier national est estimé à quelque 7 millions d'hectares, comprenant les forêts, le maquis et la nappe alfatière. Selon les données fournies par l'étude de faisabilité de l'assurance reboisement forestier, les forêts proprement dites, les maquis et les broussailles occupent une superficie de 4,1 millions d'hectares, soit 11% de la superficie du nord du pays. Ce taux, selon le programme du gouvernement, devrait être ramené à au moins 25%. Ce patrimoine subit, toutefois, les aléas naturels liés à la géographie et à la climatologie et à l'activité des populations locales.

Ainsi, les facteurs naturels qui conditionnent le milieu forestier sont essentiellement le climat semi-aride, la forte pente qui gêne le dispositif d'intervention dans la lutte contre les incendies et la prédominance des essences résineuses (pin d'Alep) qui sont facilement inflammables. Par ailleurs, et même si la région côtière et sur les hautes altitudes, la pluviométrie est plus importante, les facteurs favorisant les feux de forêt ne manquent pas. Il s'agit notamment de la forte présence de

sous-bois, d'une intense activité humaine et de la proximité des routes à partir desquelles beaucoup de foyers d'incendie sont signalés. Les responsables de la Mutualité agricole noteront, de ce fait, que la politique de la caisse est axée sur la diversification de ses produits d'assurance afin d'assurer une large couverture du patrimoine forestier contre une multitude de risques auxquels il est exposé. Ainsi, ont été mises en place des couvertures d'assurances adaptées, couvrant les nou-

velles plantations forestières (reboisement) contre les risques d'incendie et les aléas climatiques. La nouvelle assurance est ainsi destinée aux opérateurs dans le secteur des forêts.

Cette assurance a aussi été élaborée, selon ses initiateurs, dans le but de s'adapter aux programmes de développement agricole et rural instaurés par le ministère de l'Agriculture. Le nouveau produit de la CNMA a été réalisé avec la participation des services

de la Direction générale des forêts (DGF). Il concerne, de ce fait, les agriculteurs et professionnels que sont les conservateurs des forêts, les entreprises régionales du génie rural ainsi que les entreprises privées qui prennent en charge les travaux de reboisement.

Pour expliquer l'opération et sensibiliser les opérateurs, la CNMA projette d'organiser des journées d'information et de vulgarisation.

F-Z. B.

OULD KABLIA ET SELLAL À EL TARF

Commission d'enquête pour le projet de l'aménagement de la plaine d'El Tarf

«C'est le Premier ministre qui nous a délégués, et ce, sur ordre du président de la République, pour venir nous enquérir de la situation afin de confectionner un rapport détaillé sur les dégâts occasionnés par les inondations», a indiqué, hier, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui était accompagné par le ministre des Ressources en eau lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'El Tarf.

Et d'ajouter que «la wilaya va bénéficier d'un programme complémentaire de développement qui aura pour principal objectif d'engager des opérations de prise en charge des besoins urgents des citoyens. Nous sommes solidaires des autorités locales, et l'Etat tient ses engagements envers le citoyen. Nous sommes parmi les pays les plus rapides en matière de prise en charge de leurs concitoyens. Nous avons pris des décisions et les choses sont en train de rentrer dans l'ordre. La wilaya bénéficiera pour les opérations prioritaires de vivres, de logements ruraux, de réparation des forages et de recasement des

familles sinistrées. On établira après un agenda pour des opérations des grands travaux».

Interrogé sur l'impact du projet d'aménagement de la plaine d'El Tarf qui a montré toutes ses limites durant les dernières intempéries ainsi que sur son opportunité, le ministre de l'Intérieur indiquera que «le ministre de l'Agriculture sera dépêché dans les plus brefs délais pour faire le point sur ce projet avec la Direction des services agricoles et celle de l'hydraulique. Je peux dire que c'est une commission d'enquête».

Prenant la parole, le ministre des Ressources en eau ira à contre-courant des déclarations de son homologue en martelant que «le projet est à sa première tranche et que les digues d'une longueur de 73 km ont résisté, à l'exception de 30 ou 40 mètres de la digue de Boulatane. Nous allons engager des travaux des digues par des confortements en remblai et gabionnage. Nous allons lancer un appel d'offres pour la réalisation du barrage de Boukhroufa dans 2 mois et celui de Boulatane en 2013, deux barrages relevant du programme quinquennal 2010-2014. Ainsi, des stations

de pompage seront réalisées pour ramener l'eau vers les deux barrages indiqués». Le ministre de l'Intérieur révélera, par ailleurs, qu'avant la fin de la semaine, «5 dossiers d'agrément pour de nouveaux partis seront examinés. Nous venons d'agréer 8 partis sur les 15 dépôts de dossiers conformes. Les programmes des partis agréés sont pratiquement du copier-coller et se réclament tous de la Révolution du 1^{er} Novembre». Auparavant, la délégation ministérielle a visité l'embouchure d'oued Mafragh, les digues de la commune de Berrihane, le barrage de Bougous et la station de pompage d'eau potable de 100 000 m³ de Mexa. En fin de journée, la RN44 a été fermée à la circulation automobile en signe de protestation en direction des deux ministres qui, selon les citoyens sinistrés, n'ont pas daigné les rencontrer pour s'enquérir de leur situation et prendre en charge leurs revendications.

Il est à signaler que le ministre inspectera le siège de la daïra d'El Tarf et remettra un passeport biométrique à un citoyen, marquant de fait le début de cette opération dans cette wilaya.

Daoud Allam